

## ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

### LA LOI MODIFIANT CERTAINES LOIS FISCALES ET PRÉVOYANT D'AUTRES SOURCES DE FINANCEMENT

MESURE MODIFICATIVE

La Chambre reprend l'étude, interrompue le mardi 27 avril, de la motion de M. Bussières: Que le bill C-93, tendant à modifier certaines lois fiscales et à prévoir d'autres sources de financement, soit lu pour la 2<sup>e</sup> fois et renvoyé au comité plénier.

**M. Ian Deans (Hamilton Mountain):** Madame le Président, lorsque la séance a été levée hier soir, je faisais certains commentaires sur cette mesure du gouvernement. Aujourd'hui, je récapitulerai brièvement les aspects de ce projet de loi qui, selon moi, sont mauvais. J'estime qu'il est très difficile d'accorder à ce gouvernement le pouvoir d'emprunter davantage, car je pense qu'il a mal géré les fonds du Canada et qu'il a tellement mal administré l'économie du pays qu'il a semé le désespoir parmi les Canadiens qui s'interrogent maintenant sur leur propre avenir et sur celui de leur famille.

Si l'on accordait au gouvernement le pouvoir d'emprunter davantage, il s'en servirait comme il s'est servi de son pouvoir d'emprunt actuel. Le gouvernement utiliserait exactement de la même façon les recettes fiscales perçues des particuliers et des groupes. Je pense que si j'acceptais d'accorder au gouvernement ce pouvoir, je faillirais à mon devoir à l'égard de mes commettants.

Je suis fermement convaincu que si l'économie du Canada était bien gérée, les taux d'intérêt ne seraient pas aussi élevés que maintenant. Sans les taux d'intérêts élevés que nous connaissons à l'heure actuelle, les possibilités d'emploi seraient beaucoup plus grandes. Sur le million et demi de chômeurs que nous avons, un million auraient un emploi. Ils gagneraient leur vie et fabriqueraient des produits qui seraient vendus au Canada et à l'étranger, ce qui permettrait d'obtenir suffisamment de recettes fiscales pour que le gouvernement n'ait plus à emprunter sur les marchés à des taux d'intérêts astronomiques.

● (1520)

Ce gouvernement est continuellement forcé de demander à la Chambre des communes d'emprunter encore plus. C'est qu'une grande partie des forces vives du pays sont inutilisées à cause principalement des politiques fiscales et monétaires de ce gouvernement. Ces dernières ont réduit encore plus les recettes fiscales qui auraient pu et qui auraient dû être utilisées pour financer les programmes sociaux et économiques courants de ce gouvernement. Selon moi, personne ne doute un seul instant que le marasme observé dans presque toutes les agglomérations, d'un océan à l'autre, soit attribuable au gouvernement fédéral.

Je dois dire au ministre que les emprunts provisoires du gouvernement ne m'ont jamais inquiété. J'ai toujours cru que

*L'impôt—Loi*

les gouvernements se devaient parfois d'emprunter de l'argent, tout comme des particuliers ou des sociétés, pour mener à bien des projets à long terme.

**M. Blenkarn:** Des projets à long terme, bien sûr!

**M. Deans:** Cependant, il serait bon de souligner à ce gouvernement qu'à la suite de l'application de sa politique de resserrement du crédit et des théories de M. Reagan . . .

**M. Blenkarn:** Ce ne sont pas les théories de Reagan.

**M. Deans:** . . . les coûts d'emprunt pour les particuliers et pour le gouvernement ont augmenté tellement qu'il est pratiquement impossible de permettre à ce gouvernement d'emprunter, du moins pour le moment.

Je veux savoir à quoi servira l'argent. Je crois que je pourrais me laisser convaincre de la nécessité d'emprunter, si le ministre se levait et m'expliquait les projets à long terme qu'il entend mettre en œuvre et me proposait un calendrier de remboursement. On pourrait alors nous convaincre que les liquidités réalisées grâce à ces projets suffiraient à acquitter la dette. Je ne trouverais rien à redire si le gouvernement songeait à emprunter pour donner suite à une autre série de propositions dont l'une serait de réduire les taux d'intérêt. Je ne trouverais rien à redire si, en plus d'emprunter et de réduire les taux d'intérêt, le gouvernement déclarait qu'il jugeait opportun de stimuler l'économie, afin de donner de l'emploi à un million et demi de personnes, c'est-à-dire donner de l'emploi à des Canadiens qui cherchent désespérément à s'en trouver mais en vain. Je suis même disposé à permettre au gouvernement d'emprunter à un taux raisonnable d'intérêt pour stimuler l'économie dans certaines régions. Cela permettrait de constater une croissance économique d'un bout à l'autre du pays, les gens pourraient se trouver un emploi et gagner convenablement leur subsistance, ce qui leur permettrait d'acheter des biens de consommation et de loger leur famille. Cela me semblerait raisonnable.

Toutefois, pourquoi le gouvernement emprunte-t-il? Pour construire des maisons? Non. Pour relancer la croissance économique? Non plus. Il emprunte tout simplement pour rembourser la dette qu'il a contractée lorsqu'il a emprunté, il y a quelques années. Il emprunte pour régler de vieilles dettes. La croissance économique est trop faible pour justifier une telle mesure.

Comme je l'ai dit hier soir, j'ai passé quatre jours dans ma circonscription, la semaine dernière. Je m'y suis entretenu avec bien des gens, depuis des écoliers de l'école secondaire jusqu'à des retraités. J'ai parlé avec des représentants syndicaux. Je me suis entretenu avec les dirigeants de diverses sociétés. J'ai parlé à des personnes de la petite entreprise. Nous avons discuté des problèmes qui sont apparus tout à coup, c'est-à-dire au cours des deux dernières années. Ces problèmes sont apparus soudain dans ce qui a été pendant des années le centre industriel du pays, mais surtout en Ontario. Nous avons à Hamilton une série d'entreprises de tailles et de vocations diverses, depuis l'usine métallurgique jusqu'à la fabrique d'appareils ménagers. Comme je le disais hier soir, nous fabriquons des